



Conférence Régionale 9 et 10 avril 2025 à MABLY

Introduction - actualité revendicative - Agnès NATON

Mes chères, chers camarades,

Je vous souhaite, à mon tour, la bienvenue à la troisième Conférence Régionale Auvergne-Rhône-Alpes, et particulièrement aux 158 camarades, mandaté.es.

On ne s'était pas dit *"rendez-vous dans 10 ans, même jour, même heure, même pommes"* Et pourtant nous voici à nouveau réunis à Mably. En effet, il y a un peu moins de 9 ans, les 8 et 9 décembre 2016, nos organisations Auvergnates et Rhône-Alpines ont décidé d'organiser leur première conférence régionale, ensemble, dans le processus qui allait nous conduire à constituer le 26 juin 2018, le comité régional Auvergne-Rhône-Alpes.

En votre nom, j'adresse à Sophie ainsi qu'à l'ensemble de l'équipe de l'UL de Roanne, nos très fraternels remerciements pour votre accueil, pour ces longs mois de préparation, sous la direction magistrale de notre responsable à la politique Financière Françoise, de nos deux merveilleuses assistantes Saadi et Francisca et de la participation active du secrétariat régional et des secrétaires généraux des UD. Merci à vous toutes et tous pour tout le travail accompli !

Il y a 9 ans, la direction de l'UL était assurée par mon camarade Serge Lenoir. Nous avons apprécié votre disponibilité, votre efficacité, votre fraternité. Tout était parfait.

Les années passent et vous êtes toujours aussi formidables !

Je vous invite à applaudir chaleureusement la belle équipe de l'Union Locale de Roanne.

J'adresse un salut fraternel à l'ensemble de nos invité.es : Sandrine MOUREY, membre du BC et Secrétaire régionale de Bourgogne-Franche-Comté ; Thomas VACHERON, membre du BC et Auvergnat ! Frédéric SANCHEZ, Secrétaire général de la FTM, ligérien, membre de la direction confédérale et à ce titre référent de notre Comité Régional ; Patrice KANTARJIAN, Secrétaire régional de PACA et Olivier MASINI, Coordinateur du groupe CGT CESER PACA, et enfin, Sophie BINET, notre Secrétaire générale, qui nous fait l'honneur et le plaisir d'être parmi nous aujourd'hui.

Je salue et je remercie Sébastien THOLLOT, Président du Secours Populaire du Rhône. Il interviendra sur la situation en Palestine et je vous invite à aller voir l'exposition dédiée à l'action du SP auprès du peuple palestinien.

Merci à mes camarades de la CGT, Eric HOURS et Rémi AVEZARD, respectivement élu régional communiste et collaborateur du groupe Insoumis et communistes, pour leur participation.

Merci enfin à l'ensemble de nos camarades et de nos partenaires qui nous font l'amitié et le plaisir de leur présence. Elles et ils seront heureux de vous accueillir sur leur stand.

Le temps qui m'est accordé pour ouvrir cette conférence ne me permettra pas de développer l'ensemble des sujets d'actualité.

Je vais limiter mon intervention à quelques caractéristiques de la période, et axes de réflexion en lien avec notre ordre du jour.

Je laisserai le soin aux camarades de la direction confédérale, s'ils le souhaitent, d'intervenir sur l'actualité et les prochains rendez-vous de lutte.

I. Un contexte où les puissants tentent d'organiser le chaos

Nous sommes dans une crise civilisationnelle en raison du dérèglement climatique et de la révolution informatisationnelle, qui ont et vont transformer les situations de travail, impacter l'emploi, le monde du travail et les territoires, creuser les inégalités sociales et de santé.

Alors que nous sommes dans ce moment crucial de l'histoire de l'humanité, celle de la décennie vitale pour la survie d'une planète habitable, les canons de la guerre tonnent aux 4 coins du monde. La multiplication des conflits armés dévore les espoirs et l'exigence d'une paix universelle entre les peuples, permettant au capital de poursuivre son œuvre destructrice, l'anéantissement du vivant, au profit d'une minorité.

L'internationale réactionnaire, l'extrême droite mondiale et ses idéologues fascistes, sont engagés dans une bataille culturelle et une guerre idéologique. Ils structurent, encouragent, banalisent la haine au profit de leur projet de société raciste et xénophobe, sexiste et homophobe, au service d'un nouvel ordre économique mondial.

Nous vivons une accélération de l'histoire, une nouvelle crise du capitalisme, où les puissances de l'argent tentent de plonger les peuples dans le chaos, ignorant : les leçons tirées d'une lourde expérience historique. Les leçons de la guerre de "trente ans" qui a déchiré le monde de 1914 à 1945. Cette période d'atrocités inédites a connu de Verdun à Hiroshima en passant par Auschwitz et le goulag des variations dans l'horreur. Mais il s'agit de variations sur un même thème qui consiste à considérer l'humain comme du matériel, de la ressource ou du capital et à leur appliquer les mêmes calculs d'utilité et les mêmes méthodes industrielles qu'à l'exploitation des ressources naturelles.

C'est ce qui est à l'œuvre aux États-Unis où les repères du rationnel et du raisonnable sont laminés, où les bouffons deviennent rois, où le savant est moqué, l'ignorant porté aux nues. La stratégie de TRUMP consiste à désorienter, à semer le doute et à cultiver les peurs, en organisant les mises en concurrence, les divisions en considérant les femmes et les hommes comme des nuisibles à éradiquer à traiter, comme du capital humain à exploiter ou exterminer selon leur degré d'utilité ou de nocivité.

La CGT a réaffirmé toute sa solidarité avec celles et ceux qui sont en première ligne : les ukrainien.ne.s, les palestinien.ne.s, les nombreux pays qui subissent la suppression de l'aide au développement américaine. Les femmes et les minorités figurent parmi les premières pénalisées avec la fin de la garantie du droit à l'IVG et à la contraception ; les programmes de scolarisation remis en cause, la décomplexion d'une parole raciste qui s'accompagne de politiques xénophobes et anti immigrés, l'identité des personnes LGBTQIA+ est niée...

C'est bien le fragile ordre mondial construit en 1945 pour éradiquer le fascisme et la guerre qui est remis en cause. Contrairement à ce qu'essaie de faire croire cette internationale d'extrême droite, la paix n'a jamais été la loi du plus fort. La paix juste et durable repose sur la justice sociale, le respect du droit international, la souveraineté des peuples et leur droit à l'autodétermination. A l'inverse de la surenchère guerrière portée par la France et l'Europe, à l'opposé de leurs positions historiques, c'est le multilatéralisme et le renforcement de l'ONU qu'il faut mettre à l'ordre du jour. La CGT dénonce toute velléité d'imposer une "économie de guerre" qui a toujours pour conséquence d'imposer l'austérité aux travailleuses et aux travailleurs, de remettre en cause les droits et les libertés pour favoriser le capital et la finance.

"Il est minuit moins le quart" écrit Sophie BINET dans la préface "les Jours heureux" : "L'extrême droite ne cesse de gagner du terrain. Tel un virus, elle envahit le corps social et se réplique dans chacune de ces cellules. Une à une, les digues politiques et morales sautent. Au-delà de nos frontières, les conflits se multiplient. Il est minuit moins le quart et le monde brûle. Nous sommes à la fin d'un cycle, à un instant crucial qui exige un sursaut. Il nous faut changer de braquet pour empêcher les catastrophes d'annoncer d'advenir. Et en ces temps de crises, l'histoire peut nous aider. Le programme du CNR, publié clandestinement en 1944, constitue une formidable source d'inspiration. À bien des égards, les événements que nous vivons nous ramènent à cette période : nous sommes à un moment de clarification qui peut permettre à celles et à ceux qui résistent à l'extrême droite et au néolibéralisme de se serrer les coudes et de se rassembler. D'une période sombre et difficile peut naître la lumière : il ne tient qu'à nous d'honorer ce rendez-vous. Être en retard n'est plus une option".

Contrairement à la banalisation du chaos entretenue par certains médias et les pouvoirs en place, des résistances grandissent ! des hommes et des femmes se lèvent, s'organisent et manifestent. Des solutions existent, des propositions alternatives voient le jour aux 4 coins de la planète, telles des lucioles de l'espoir, souvent à une petite échelle mais toujours dans le but de transformer les situations de travail, de promouvoir le vivant, la santé. Notre double besoin CGT !

Alors, soyons fières, fiers, de l'ensemble de nos combats, et tout particulièrement ceux qui ont à cœur, l'égalité des droits, le respect de la dignité humaine, des conditions de travail et de santé.

Soyons fières, fiers de faire conjuguer lutte pour l'emploi et défense de la nature, de la transformation des situations de travail et promotion du vivant.

Soyons fières, fiers, de nos mobilisations pour la défense des droits et des libertés, pour la garantie de l'exercice du droit syndical, du droit de grève, contre la répression syndicale et toutes les formes de discriminations, pour renforcer le statut protecteur des lanceurs d'alertes lorsqu'ils signalent des faits portant gravement atteinte à l'intérêt général.

C'est pourquoi, nous pouvons être très satisfaits, des rassemblements organisés lors de pour la Journée Internationale des Migrants, le 22 mars.

Au côté d'autres d'organisation la CGT a réaffirmé : *"Nous ne voulons pas d'une société raciste. Ensemble, construisons la société dans laquelle nous voulons vivre, une société de tous les droits pour toutes et tous, une société de solidarité, de fraternité, de justice, et de respect des libertés".*

Il va nous falloir être très attentifs à l'évolution de la situation, car avec sa circulaire Retailleau s'inscrit pleinement dans cette internationale réactionnaire, cette approche fascisante, repoussant les personnes sans-papiers dans la clandestinité, leur surexploitation dans l'emploi, imposant un durcissement des conditions de la régularisation de leur droit au séjour, et ouvrant des possibilités supplémentaires d'expulsions. Le même ministre ainsi que des médias d'extrême droite s'en prennent aux associations et syndicats qui soutiennent les personnes étrangères, mettant en péril leur rôle crucial pour la démocratie, l'état de droit et l'inclusion sociale.

On croit rêver en entendant BAYROU, ancien chantre de la moralisation de la vie publique, devenir le principal avocat des privilèges de sa classe ! De la condamnation de Marine LE PEN, à la manifestation de soutien que le Rassemblement national (RN) a organisé le 6 avril à Paris, la semaine qui vient de s'écouler a vu une accélération sans précédent de la Trumpisation de la vie politique française : attaques contre l'autorité judiciaire et des magistrats, remise en cause anticipée de la légitimité des résultats de la prochaine élection présidentielle... L'État de droit est intimidé avec une

intensité dont il convient de mesurer la gravité. C'est pourquoi plusieurs organisations, dont la Confédération Générale du Travail (CGT), SOS Racisme et la Ligue des droits de l'homme (LDH), appellent à manifester *"partout en France"* le samedi 12 avril pour la *"défense de l'Etat de droit à la suite de la remise en cause de ce dernier par l'extrême droite"*.

La pression et la répression patronale et gouvernementale risquent de s'intensifier à tous les niveaux, pour faire taire, celles et ceux qui s'opposent et résistent et défendent pied à pied, la liberté d'expression, le droit de grève, nos valeurs fondamentales de solidarité et de fraternité.

Avant de poursuivre, je vous propose de saluer deux de nos camarades présents à notre conférence, victimes de la répression patronale.

Laurent INDRUSIAK, SG de l'UD de l'Allier, convoqué 33 fois, condamné, relaxé, rétabli dans ses droits grâce à l'ensemble des mobilisations !

Ouria BELAZIZ, dirigeante de la CGT, coordinatrice des syndicats SEB, a reçu un avertissement alors qu'elle demandait avec ses camarades de TEFAL, la transparence sur la dangerosité des PFAS, substances chimiques utilisées dans certaines usines du groupe. A TEFAL, la CGT refuse le chantage à l'emploi de la direction et de céder aux lobbyings industriels qui empoisonnent les salarié.e.s, l'eau et la biodiversité en toute impunité.

Témoignons-leur, à nouveau notre soutien indéfectible, notre solidarité et toute notre fraternité.

Je pense aussi à Christian LACOSTE de CONSTELLIUM, Maxime CLERMONT de GITRAL, Najet GRICHE de SPICER... Et tant d'autres camarades !...

La CGT sera toujours aux côtés des camarades injustement inquiétés, victimes de l'arbitraire patronale.

Prenons soin de nous et de notre organisation, les camarades !

La CGT et le syndicalisme lorsqu'il sait se rassembler a toujours été au rendez-vous de l'histoire, avec les forces progressistes, pour les droits humains et du travail, les conquies sociaux à l'exemple de la Sécurité sociale, des services publics, les combats pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour l'émancipation des peuples, contre les discriminations, le racisme, le fascisme, pour la paix et les coopérations entre les peuples.

En septembre prochain, la CGT aura 130 ans, de multiples initiatives vont honorer avec fierté notre organisation ainsi que ses militantes et ses militants, car dans ce contexte inquiétant, le monde du travail sait qu'il pourra toujours compter sur la CGT, sur chacune et chacun d'entre nous. Pour autant, il ne peut exister de luttes victorieuses sans que les travailleurs-euse-s se syndiquent beaucoup plus nombreux, s'organisent et luttent ensemble. Cet axe de travail doit devenir la priorité pour redynamiser nos syndicats d'entreprises, nos unions locales et redevenir une CGT de masse pour être de classe ! et surtout une CGT efficace !

Le temps me manque pour citer l'ensemble des luttes et des mobilisations territoriales, professionnelles, en AURA, sur le plan national, européen et international. Alors, je vous propose de faire du bruit, pour saluer, encourager, les peuples, les femmes et les hommes, actifs, retraités, précaires et chômeurs, qui décident de s'unir, de se rassembler et d'agir ensemble pour faire respecter leurs droits et gagner sur leurs revendications.

J'en viens plus particulièrement à notre conférence régionale.

II. Une Conférence Régionale ou un Congrès est un moment fondateur, formateur et démocratique dans la vie de notre organisation CGT

Nos deux journées permettront d'évaluer le bilan d'activité depuis notre dernière Conférence de 2022 et de parachever les axes de travail pour les trois années à venir.

Les réunions préparatoires dans les CE d'UD et les professions ont conforté le rôle et le travail à réaliser avec le Comité Régional et les attentes en sa direction, en termes de partages d'expériences, de formations, de ressources, d'aide à l'anticipation, de coordination et de mutualisation. En synthèse, un Comité Régional utile aux organisations, utile pour la cohérence revendicative d'une CGT qui travaille, ensemble en POUR, utile pour coconstruire des projets, une démarche d'anticipation et de prospective ; une CGT qui favorise l'appropriation des enjeux régionaux et qui aide à coordonner la construction de propositions alternatives ; une CGT rassemblée, bienveillante, ferme sur ses valeurs et ses règles de vie ; une CGT qui donne envie de s'engager, qui donne confiance, qui insuffle l'espoir.

Voici résumé le rôle, la finalité et l'utilité du Comité Régional, tel que nous l'avons défini avec les Unions Départementales et les professions structurées régionalement en 2018, lors de l'acte de naissance du Comité Régional AURA. Ces missions restent et demeurent notre bien commun, à faire vivre dans nos actions, nos luttes et dans nos projets territoriaux et professionnels.

La prochaine feuille de route aura comme ambition de poursuivre le travail engagé pour une meilleure coordination de travail entre les professions et les organisations territoriales, avec les syndicats, avec les élu.es et mandaté.es, dans le but d'impulser, de coordonner, ensemble, des luttes, des projets sur toutes les questions d'intérêt régional, pour **"Habiter, vivre, travailler moins, mieux, toutes et tous partout en AURA"**.

III. Le diagnostic territorial et l'appropriation de l'évolution des politiques publiques régionales et des compétences régionales : un enjeu majeur pour élever le rapport de forces

Vous retrouverez dans la brochure préparatoire, pages 15 à 18, un certain nombre de repères identifiants les compétences et les schémas régionaux, ainsi qu'un portrait de notre région AURA sur vos clés USB. Prenez le temps de les lire, de les analyser collectivement, d'organiser des journées d'étude pour approfondir le diagnostic de votre territoire, de votre profession, d'une filière... Partir du réel est déterminant et structurant pour la construction d'alternatives ! Le Comité Régional est à disposition pour tout aide si besoin.

Le rôle politique des régions et des métropoles s'est considérablement renforcé par suite des différents actes de décentralisation et des réformes territoriales. Ces évolutions leur confèrent de plus en plus de compétences. Ainsi, le budget régional en 2025, fait apparaître une enveloppe globale de plus de 5 milliards d'euros. Il concerne des domaines essentiels de la vie des habitant.es et des salarié.es : économie, recherche, éducation (lycées), apprentissage et formation professionnelle, transports (TER, transports scolaires), aménagement du territoire, santé, gestion de l'eau et des déchets... Les mandaté.es du CESER lors de l'adoption de l'avis sur les orientations budgétaires ont dénoncé une stratégie de compression des dépenses de fonctionnement qui perdure en matière d'enseignement, de formation professionnelle, de transports, de recherche-innovation, de culture ... et de conclure *"Concilier équilibre budgétaire et préparation d'un avenir commun, ce serait investir dans l'accès pour tous aux services publics et de santé, à la formation, aux bénéfices d'une transition écologique juste au quotidien pour se déplacer, se loger ou encore se nourrir"*.

La complexité de l'organisation des débats dans les institutions régionales, en raison de la suppression d'un grand nombre de lieux de démocratie citoyenne en territoire, la multiplication des schémas, des lois des pilotages par projet, du marécage des sources et de l'attribution des financements, contribuent à fragmenter et à "techniciser" en les rendant illisibles les questions à traiter. Leur but ? Détourner le monde du travail, les citoyens et nos syndicats, de leur choix politiques et de leurs conséquences pour les travailleurs.euses - citoyens.nes - usagers.

A l'exemple de loi 3 DS *"relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale"*, elle permet une nouvelle étape de déconcentration des administrations de l'Etat dans les territoires à la main des Préfets, avec l'objectif de s'affranchir de certaines normes législatives et réglementaires sur une multitude de sujets (emploi, droit du travail, formation professionnelle, urbanisme...), dans tel ou tel territoire afin d'améliorer sa compétitivité, son attractivité, dans un cadre néolibéral pour répondre principalement aux besoins du capital et des entreprises.

Le projet de loi sur *"la simplification de la vie économique"* en débat, en ce moment, à l'Assemblée Nationale, entend faire porter sur les réglementations écologiques et sociales, les difficultés économiques. Il prévoit des dérogations pour les projets de data centers alors que ce secteur, peu pourvoyeur d'emplois, est déjà très impactant pour l'environnement, et les compétences de la Commission Nationale du Débat Public – autorité indépendante – seraient également limitées pour organiser les consultations citoyennes sur les grands projets industriels. Sur notre territoire, cela concerne les mines de lithium et l'EPR2 avec de sacrés enjeux, sur le long terme.

D'autres mesures attaquant les droits des salariés ont été supprimées par le débat parlementaire. Lors de la commission spéciale portant sur ce projet de loi, examiné en procédure accélérée, des amendements destructeurs ont été adaptés, supprimant de nombreuses agences et instances indépendantes, dont les CESER. Ce serait catastrophique pour la démocratie, pour le fonctionnement et le financement de nos Comités Régionaux. Plusieurs déclarations et démarches vis-à-vis des parlementaires sont en cours, coordonnées par la CGT, à l'exemple du courrier unitaire signé par les 8 organisations syndicales d'AURA. Supprimer les CESER, c'est nier l'expression de la société civile organisée, vouloir étouffer sa voix. C'est une attaque de plus contre la démocratie à l'heure où se multiplient les remises en cause des protections, des droits sociaux et environnementaux.

Citons également, la directive de la Commission Européenne, nommée OMNIBUS. Sous couvert de simplification, il répond plus à un objectif de déréglementation frénétique guidée par la compétitivité. Ce texte affaiblirait la responsabilité des entreprises et leur obligation d'agir, au sujet de l'impact de leurs activités sur l'environnement et les droits humains, tout au long de la chaîne de sous-traitance. Le démantèlement des avancées obtenues lors de la précédente mandature constituerait un renoncement aux droits humains, pourtant au fondement de l'Union. Ce recul historique serait une erreur stratégique majeure. En effet, il est essentiel de conjuguer emplois de qualité et d'avenir tout en préservant les objectifs environnementaux et le respect des droits humains !

C'est aussi le cas, du contrôle de l'utilisation des finances publiques par les entreprises, leur transparence et leur évaluation en matière de création ou de sauvegarde d'emplois, de réduction de leur empreinte climatique et sur la biodiversité, mais aussi des conditions sociales, d'égalité femmes-hommes... Le Comité Régional met à votre disposition une pétition sur cet enjeu, à signer et à faire signer, pour en faire une question suffisamment forte dans l'espace public pour gagner ce contrôle démocratique.

IV. La question démocratique est au cœur de l'affrontement capital / travail

Les JOP d'hiver, que l'on soit pour ou contre, vont se tenir. Cet événement nous donne une belle occasion de porter haut et fort nos exigences et nos propositions revendicatives, en matière, d'emploi, de droits et garanties sociales, de services publics, d'industrie, de transports, de santé, de logement... ; Pour une montagne des 4 saisons, un aménagement du territoire qui préserve la biodiversité, l'eau, la nature, qui favorise le tourisme social sur la base de nos valeurs. Pour la CGT, le droit et l'accès aux vacances, aux loisirs, à la culture, à la pratique sportive, tout comme l'éducation populaire, sont aussi importantes que le travail, l'emploi, le pouvoir d'achat, la sécurité sociale... pour l'émancipation, le bien-être, le bien vivre et le bien vieillir en bonne santé, des actifs et des retraités.es.

Je souligne l'excellent travail réalisé par les 12 USR de notre région qui ont élaboré une plaquette intitulée *"Bien vivre ma retraite dans ma région"*.

Nous aurons l'occasion de débattre de l'ensemble de ces sujets lors des tables rondes qui aborderont les JOP 2030 cet après-midi et de notre projet régional de tourisme social, demain matin.

La question est bien de réorienter les choix des politiques publiques et leur financement, d'identifier le rôle, mieux réparti, entre l'Etat et les collectivités territoriales, pour répondre aux besoins, pour anticiper les mutations, les transitions, afin de réconcilier le social, l'économique et l'environnement.

Ce travail revendicatif de terrain avec les salarié.es, les usagers, entre les orgas professionnelles et territoriales, c'est vraiment ce dont nous avons besoin pour élever le rapport de forces et réorienter les politiques publiques, leur financement au service des besoins, pour un aménagement de notre territoire qui favorise l'accès de tous aux droits de tous ; qui soient facteurs de cohésion, d'égalité et de fraternité. Plusieurs UD, le Cantal, l'Allier, l'Isère ont engagé un travail au long cours sur les services publics, qui a donné lieu à la réalisation de plaquettes. Les camarades partageront leurs expériences et donneront des idées, à n'en pas douter, à d'autres territoires.

A la Région politique qui s'affirme comme lieu de déploiement des stratégies du capital, nous devons opposer un travail CGT coordonné entre territoires, professions et syndicats, afin de pousser à la réorientation des politiques publiques, de leurs financements au service des besoins sociaux et de l'urgence climatique.

Face à ces grands défis, les régions sont engagées aujourd'hui dans des choix décisifs qu'on ne peut pas laisser aux mains des politiques qui veulent privilégier les intérêts du capital et de l'extrême droite.

C'est également, le cas de la réindustrialisation, de la recherche et le développement, de l'innovation, du numérique, de l'IA et de la nécessaire transformation du système productif.

V. L'enjeu de la transformation du système productif pour répondre à l'urgence sociale et climatique

Nous l'avons abordé très rapidement, le territoire est un lieu de construction sociale, d'aménagement du territoire, d'implantation des services publics, mais c'est également un espace politique décisif pour construire les écosystèmes industriels, favoriser le développement d'une économie circulaire, de l'éco conception, des circuits courts, en clair d'un autre mode de production et de développement respectueux du vivant.

Nous traversons une période charnière de notre histoire, où les enjeux environnementaux, économiques, et sociaux nous poussent à repenser en profondeur notre modèle de société, l'évolution du système productif et de son développement. Sous la double contrainte de l'urgence

climatique et des failles béantes de nos systèmes actuels, les consciences s'éveillent progressivement. L'adaptation, l'atténuation, le ralentir, la décroissance ne sont plus des gros mots. L'heure n'est définitivement plus aux demi-mesures. La nécessité d'agir sans plus tarder implique une véritable métamorphose en rupture avec notre modèle industriel, incapable de répondre aux enjeux contemporains, aux besoins des populations. C'est une refonte de nos process de travail, des filières, des chaînes de production qu'il nous faut entreprendre sans délai, en plaçant l'économie circulaire et la relocalisation au cœur de nos modes de vie et de production, tout en sécurisant davantage les parcours professionnels et en renforçant les droits individuels et collectifs des travailleurs.ses, ainsi que les normes environnementales. La CGT porte la revendication cohérente d'une sécurité sociale santé, professionnelle et environnementale. Mais elle ne doit pas rester un slogan !

Les transformations technologiques appellent également l'élaboration de réponses ambitieuses en matière de recherche et développement, d'évolution des métiers, des qualifications. Si nous continuons à subir les stratégies des grands groupes et des choix politiques, c'est le monde du travail, l'emploi, l'industrie, les services publics, la santé et nos territoires qui continueront à payer un lourd tribut.

Ces bouleversements questionnent également les conditions d'une souveraineté économique réussie, en France et en Europe, articulant les enjeux sociaux, économiques et environnementaux, de nouveaux droits sociaux ainsi que les moyens attribués aux organisations syndicales et leurs représentants, au sein des entreprises, des groupes industriels et des services publics pour que puisse s'exercer la démocratie sociale sur le lieu de travail et le territoire.

Cette stratégie d'adaptation et d'atténuation devra prendre en considération, l'évolution des normes, des législations sociales et environnementales, en France et en Europe, ainsi que les choix dans l'attribution des financements publics et leur nécessaire transparence, conditionnalité et évaluation.

Quelle belle occasion de regarder le travail comme l'un des champs majeurs du développement humain de la préservation du vivant et non de leur mise en péril, pour repenser notre modèle de développement, afin d'être, comme à d'autres périodes de notre histoire, des bâtisseurs. Car, ce n'est pas la première fois que le travail se transforme sous l'effet des évolutions techniques et technologiques. Notre époque est cependant singulière en raison de la vitesse des bouleversements et de l'entrelacement des défis du travailler autrement, des enjeux climatiques et démocratiques.

VI. Anticiper, proposer, écouter, agir collectivement

Pour ne plus subir ces mutations, la CGT propose de les anticiper davantage. C'est l'objectif des Etats Généraux de l'Industrie et de l'Environnement qui sera débattu cet après-midi.

Reprendre la main sur le sens et la finalité de notre travail, telle est notre ambition CGT !

Mettre fin aux contradictions entre le social, le travail et l'environnemental nécessite de rompre avec l'austérité, le "laisser-faire", la dictature de la croissance infinie, de la compétitivité et du profit financier au service d'une minorité.

La réindustrialisation nécessite une planification environnementale et sociale sécurisant la situation des travailleurs.ses, et renforçant leurs possibilités d'intervention.

Alors, il devient indispensable d'associer le monde du travail, et ses représentants.es, aux choix des politiques publiques, aux choix des stratégies d'entreprises.

Cette implication demande du temps, des droits, de la liberté. L'entrée de l'entreprise dans l'histoire démocratique est appelée. Aussi la bataille des temps pour organiser la prise de parole individuelle

et collective, pour s'écouter, se confronter, construire le cahier de revendications et décider sur cette base des actions est posée.

Par expérience, les travailleurs.euses et leurs représentants.es savent mieux que quiconque ce qu'il convient de changer dans les process de travail pour faire du bon travail, de qualité, pour répondre aux besoins, sécuriser leur emploi, leurs outils de travail, garantir leur santé, la leur et celles des populations.

Notre ambition de justice sociale, de liberté et d'émancipation exige la participation de toutes et tous. Ce défi appelle une campagne de conquête de droits nouveaux au travail, pour les travailleuses et les travailleurs ; le premier : être écouté, respecté et la création d'un droit syndical interprofessionnel.

Retrouver l'esprit de conquête implique une stratégie et une démarche face aux défis écologiques qui est l'enjeu majeur du siècle. Articuler ce qui fonde notre raison d'être syndical : la justice sociale, l'égalité des droits, la transformation des situations de travail à la défense du vivant et de l'habitabilité de la planète afin d'être, comme à d'autres périodes de notre histoire, les bâtisseurs d'un syndicalisme de transformations.

Je ne résiste à partager avec vous un extrait d'un des 3 articles d'H. KRAZUCKI publié dans la Vie Ouvrière, en 1983, sous le titre : **"Cultivons notre jardin syndical"**

"Ne craignons pas de secouer les vieilles poussières, d'ouvrir portes et fenêtres, d'entreprendre à fond une bonne toilette de printemps".

"La CGT est une force impressionnante et une organisation remarquable. Mais vu de plus près, le paysage est beaucoup plus contrasté. Il a de très beaux sommets, mais aussi bon nombre de trous et de ravins. Des terres bien entretenues, cultivées, parfois impeccables, mais également des zones en friche, qui donnent une impression négligée, de laisser-aller. Et même des déserts. Vue du dedans, c'est encore plus flagrant".

"La CGT, on n'y adhère pas pour retrouver des gens qui ont les mêmes idées sur la société ou le monde, mais simplement des gens qui ont les mêmes intérêts en tant que salarié.es. Le syndicat est aussi, et d'abord, un moyen de former une conscience de classe... et là aussi, cela ne va pas". La conscience n'est jamais spontanée. Elle se forme, se cultive, s'entretient et se communique. Et c'est ce qui ne se fait pas, ou plus ou pas assez". Il conclue "Occupons-nous de ce qui ne va pas, il n'y a pas un jour à perdre".

C'est pourquoi, à cet instant de conclusion, je citerai Simone WEIL, la philosophe, l'humaniste, écrivaine engagée dans le mouvement ouvrier et qui a contribué à la pensée sur et pour le travail.

"On dit souvent que la force est impuissante à dompter la pensée ; mais pour que ce soit vrai, il faut qu'il y ait pensée.

Là où les opinions irraisonnées tiennent lieu d'idées, la force peut tout. Il est bien injuste de dire par exemple que le fascisme anéantit la pensée libre ; en réalité, c'est l'absence de pensée libre qui rend possible d'imposer par la force des doctrines officielles totalement dépourvues de signification..."

Vive la CGT !

Vive la 3^{ème} Conférence Régionale AURA !